

## DYNAMIQUES ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

**D**epuis le début de la décennie 2000, on observe empiriquement une forte reprise économique en Afrique, mesurée par un taux de croissance du PIB du continent de 5 % et par une amélioration soutenue de ses principaux indicateurs macro-économiques : désendettement, désinflation, équilibre des balances des paiements, équilibre des finances publiques. Dans le même temps, on observe les progrès de la démocratie, mesurés par les classements et les indicateurs établis par des ONG : progrès des libertés, assouplissement des régimes, recul des troubles civils, recul de la conflictualité... 169

Ces avancées parallèles de la croissance et de la démocratie contredisent l'image de déclin qui est le plus souvent associée à l'Afrique dans l'opinion publique mondiale – y compris l'opinion africaine elle-même. Elles ne peuvent pas cependant dissimuler la situation d'ensemble du continent. Celle-ci, marquée de 1980 à 2000 par des crises économiques et politiques sans précédent dans l'Histoire moderne, oblige à décrire un continent qui rassemble la majorité des pauvres de la planète, qui ne participe que marginalement à la mondialisation – en ne réalisant que 2 % des échanges mondiaux –, dont le milliard d'habitants ne produit que la moitié du PIB d'un pays comme la France, et qui n'inscrit que 9 pays, sur les 53 qui le forment, dans la liste des « pays libres ».

Il n'est par ailleurs pas établi qu'il y ait une corrélation entre progrès économique et progrès de la démocratie.

Ce qu'on appelle « l'afro-optimisme », c'est la description du continent qui s'attache aux flux : cette vitalité économique exceptionnelle qui attire à nouveau les capitaux, qui améliore tous les indicateurs sociaux, sanitaires et culturels et qui réduit la pauvreté.

Ce qu'on appelle « l'afro-pessimisme », c'est au contraire une description

170 du continent qui s'attache aux stocks : toute la pauvreté accumulée, la prévalence des pandémies, la rareté du capital, le chômage... Il faudra des décennies de flux de croissance pour changer la réalité du stock de sous-développement. Et puis il y a ce doute fondamental sur la capacité de rattrapage du revenu africain : il progresse en moyenne de 5 % (soit 40 \$ par habitant et par an) quand une croissance de 10 % délivre, en Chine, un supplément de revenu de 200 \$, et une croissance de 2 % en France délivre un supplément par tête de 600 \$. Même si on reformule les revenus pour tenir compte de la « parité de pouvoir d'achat », les 40 \$ de progrès africain ne deviennent alors que 160 \$ ; la « convergence » avec les pays riches ou les grands pays émergents ne s'accomplit toujours pas et il faudra trouver les voies et moyens d'une croissance accélérée, d'une croissance durable à deux chiffres, pour faire retour dans le concert des nations. La question de savoir si la démocratie est dès lors un facteur favorable ou même une condition de cette accélération de la croissance, si elle est donc plus qu'une coïncidence récente, est une question renouvelée pour les générations d'Africains qui ont la charge de réaliser cette croissance et de la transformer en développement. Ils doivent perfectionner les institutions, partager une vision et faire régresser les inégalités, autant de thèmes qui ont à voir avec la démocratie.

Jamais, probablement, depuis les indépendances, les conditions n'ont été plus favorables aux progrès de la démocratie en Afrique, mais tant de forces extérieures ou locales jouent contre elle, comme d'ailleurs contre le développement, qu'il n'y aura sans doute aucune autre solution que le combat politique pour l'imposer ou la défendre là où, fragile, elle est déjà apparue. On ne saurait prophétiser que la démocratie va l'emporter en Afrique, mais on peut sûrement constater une avancée spectaculaire des forces démocratiques. Dans les élections de décembre 2007 au Kenya et celles de mars 2008 au Zimbabwe, on ne saurait dire encore si la démocratie a décisivement progressé ou même triomphé, mais la montée en puissance des forces organisées de la démocratie et de ses acteurs est avérée. Partis politiques, mouvements associatifs, défenseurs des droits de l'homme, forces spirituelles, médias traditionnels et canaux d'expression numérique ont bouleversé le paysage politique et déstabilisé des régimes autoritaires.

Parmi les facteurs favorables qui ont accompagné cette affirmation des forces démocratiques, il y a eu sûrement une remise en ordre rapide des économies africaines : la croissance du revenu par tête, c'est-à-dire

nette de la croissance démographique qui reste très élevée, était négative dans la décennie 1980, nulle dans la décennie 1990, mais de l'ordre de + 3 % de 1999 à 2007. En valeur absolue elle s'élève de moins de 4 % en début de période à 5,7 % en 2007 – et sans doute au même niveau en 2008, ce qui ferait de l'Afrique le seul continent à n'avoir pas encore fléchi dans la crise mondiale. L'économie est très plastique; dix ans d'enrichissement suffisent à agir sur de nombreux paramètres: l'inflation s'est modérée jusqu'à la poussée des matières premières de 2007, à une moyenne décennale de 8,2 %; les soldes budgétaires présentent un faible déficit décennal moyen de 1 % du PIB, qui appellerait plutôt à une politique fiscale moins orthodoxe et plus active au service du développement; l'excédent décennal moyen de la balance commerciale a atteint 1 % du PIB; ajoutée aux trois grandes entrées de capitaux – investissements directs étrangers liés aux privatisations, au boom des télécoms et aux développements des matières premières, aide publique au développement à nouveau en croissance depuis 1999 et enfin retour d'épargne des migrants –, la balance des paiements courants a retrouvé des excédents aussi bien en marchandises qu'en capital. Cela a permis de stabiliser, jusqu'en 2008, les cours des monnaies – à l'exception du Zimbabwe et de trois autres pays à inflation forte –, de gonfler les réserves de change et de désendetter le continent. Les pays les plus pauvres ont été désendettés grâce à leurs efforts internes sanctionnés par des annulations proportionnelles de dettes (Initiative pays pauvres très endettés) et les plus riches (Nigeria, Algérie) ont remboursé leurs dettes par anticipation. Le service de la dette qui atteignait 120 % du produit des exportations en 2002 pour les plus pauvres est retombé à 25 % en 2007. Le niveau moyen de la valeur de la dette africaine en proportion du PIB est passé de 28 % à 8 % en dix ans et cela pour tous les pays, y compris, contrairement à ce que l'on croit souvent, pour les rares pays qui ont contracté de nouvelles dettes vis-à-vis de la Chine – dont l'impact reste presque invisible statistiquement car les projets miniers ou d'infrastructures n'ont qu'à peine commencé leurs décaissements<sup>1</sup>.

171

Cette remise en ordre s'est accompagnée d'une forte progression des masses monétaires, entraînée non par l'inflation mais par l'entrée de devises et la bancarisation rapide des économies. Il en est résulté une hausse de la consommation des ménages et un progrès rapide de la scolarisation des enfants. Le haut niveau d'épargne du continent et la régression des dettes intérieures des États ont permis une vigoureuse

1. Source: *Perspectives économiques africaines*, OCDE/BAD, 2008.

reprise de l'investissement productif et de l'investissement en logements. Indéniablement, le démantèlement des secteurs publics concurrentiels par la privatisation et le développement des télécommunications et des nouvelles technologies de l'information ont permis des gains d'efficacité sans précédent. Là où il y a dix ans on prévoyait des taux d'équipement des ménages de l'ordre de 1 % en téléphonie mobile, en 2008 on atteint plutôt 25 % pour les pays les plus pauvres. L'Afrique est devenue le continent croissant le plus rapidement pour les télécommunications, déjouant toutes les prévisions d'experts. Elle n'échappe donc pas au phénomène caractéristique des pays émergents, l'apparition rapide d'une classe moyenne capable de satisfaire ses besoins de consommation de base, de s'instruire, de communiquer et de s'inscrire dans la mondialisation par les compétences et les moyens de s'informer qu'elle possède. Ces phénomènes économiques et financiers ont donc des conséquences sociales et politiques amples et irréversibles : les nouvelles classes moyennes affirment des valeurs ; elles ont aussi des droits et des propriétés à défendre ; elles ont des aspirations et des comportements qui convergent vers ceux des pays émergents ou développés ; elles peuvent contourner tous les dispositifs de censure de leur liberté de s'informer et de s'exprimer. Elles sont notamment en liaison permanente avec les diasporas, d'abord à l'intérieur du continent – qui est la première destination des migrants et la première source des influences du changement social –, mais aussi entre l'Afrique et l'Occident. Il devient techniquement difficile d'assurer le maintien des moyens répressifs d'une dictature ; en tout cas de le faire dans l'isolement et le secret, à quelques exceptions près, notamment la Somalie, qui ne participe plus aux évolutions du continent.

Même si l'« afro-optimisme » a pu gagner beaucoup de terrain en dix ans, grâce aux progrès de la gouvernance et de la production, il reste que les avancées des droits de l'homme et de la démocratie ne viendront pas comme une conséquence automatique de la croissance et que, quand on décompose les flux d'aide publique au développement, ceux qui ont progressé le plus en une décennie sont encore les crédits des aides d'urgence (réfugiés, disette, sécheresse, inondations, urgences sanitaires...). C'est plutôt l'avènement des forces démocratiques que l'avènement de la démocratie elle-même qu'il faut constater : les partis de l'opposition démocratique, qui restent souvent héroïques dans les dictatures finissantes, les organisations de défense des droits de l'homme, qui sont partout présentes et le plus souvent relayées et protégées par la communauté internationale, les ONG internationales et toutes les ONG locales,

qui sont des témoins et des acteurs de terrain pour limiter l'arbitraire et diffuser l'information, les syndicats, qui se sont renforcés et pour la plupart émancipés des partis uniques ou dominants, la presse libre, les relais de ses organisations internationales comme Reporters sans frontières ou Transparency Watch et ses formes d'expression numérique...

Un signe de ces évolutions est la raréfaction des coups d'État. À supposer que les forces armées n'aient pas perdu toute crédibilité à gérer des économies et des sociétés complexes du fait de leur bilan catastrophique des années 1970 et 1980, il se fait aujourd'hui que le coût marginal d'un coup d'État est devenu exorbitant. Il interrompt *ipso facto* l'aide de l'Union européenne – premier bailleur de fonds du continent – et celle des institutions de Bretton Woods. Cela entraîne à leur suite les aides bilatérales. Les flux d'investissements étrangers suivent. Mais au-delà des influences extérieures au continent, il s'ajoute désormais des mécanismes de pressions et de sanctions de l'Union africaine elle-même et de certaines organisations régionales comme la CEDEAO ou la SADEC. On a vu au Togo, sous la pression et la médiation du président du Nigeria, président en exercice de la CEDEAO, et l'on voit aujourd'hui, avec la privation soudaine du soutien sud-africain au président du Zimbabwe, que la pression des « pairs » (qui désormais pratiquent un mécanisme africain d'évaluation par les pairs, le MEAP) est parmi les plus efficaces. Un coup d'État vous met aujourd'hui au ban des nations et d'abord des nations africaines. L'espérance de vie des juntes, comme le montre l'exemple de la Mauritanie en août 2008 et de la Guinée en décembre, se limite à l'organisation précipitée du retour au pouvoir civil. Elles doivent toujours annoncer une date rapprochée de péremption du régime militaire. Les transitions se font donc, de façon généralisée, par des processus électoraux. Ceux-ci ont leur efficacité propre. Ils peuvent être différés ou truqués, on peut en inverser le résultat ou en refuser le résultat avéré, mais par leur dynamique, par la présence d'observateurs africains ou internationaux, il devient de plus en plus difficile, de scrutin en scrutin, d'échapper à leur régularité et à leur sincérité. Lorsque l'expression du suffrage a été entachée d'irrégularités et de fraudes considérables – même si le résultat normal n'eût été guère différent –, comme dans le cas du Nigeria en 2007, il en reste une trace désormais ineffaçable sur le pouvoir qui se trouve contraint à une guérilla judiciaire, parlementaire et médiatique. Lorsqu'on va jusqu'à l'inversion du résultat comme en Côte d'Ivoire, au Kenya, au Zimbabwe – au mépris de la comptabilité électorale par les scrutateurs locaux –, l'opposition s'impose, au prix, il est vrai, de troubles sanglants et de longs délais. Il n'est plus à la portée que

de quelques régimes, souvent en situation de guerre interne ou étrangère, de gagner en apparence les élections qu'ils ont perdues en réalité.

Faute du recours au coup d'État, la mécanique électorale s'impose partout car il faut bien achever et donc renouveler les mandats dans un continent qui ne compte plus qu'un seul président à vie.

L'ONG américaine Freedom House établit chaque année un « indice de la liberté politique ». Sur ses critères de respect des droits politiques et des libertés civiles, elle distingue neuf pays du continent comme « libres » : l'Afrique du Sud, le Bénin, le Cap-Vert, le Ghana, le Lesotho, le Mali, Maurice, la Namibie et le Sénégal. On relèvera que cela laisse tout le nord de l'Afrique, tout le centre et tout l'est hors du champ de l'État de droit. Le poids du camp de la liberté reste modeste.

*Pays « libres »*

	<i>Population</i> (en millions)	<i>Superficie</i> (en milliers de km <sup>2</sup> )	<i>PIB</i> (millions de dollars constants)	<i>Croissance</i> du PIB (1999-2007, en %)
Afrique du Sud	49,0	1 221	178 000	4
Bénin	9,0	115	3 100	4,3
Cap-Vert	0,5	4	850	7
Ghana	23,0	239	7 200	5,1
Lesotho	2,0	30	1 104	3,2
Mali	12,3	1 240	4 000	4,9
Maurice	1,3	2	5 900	4,1
Namibie	2,1	824	4 700	4,3
Sénégal	12,4	197	6 200	4,2
<b>Total</b> <b>(Pays libres)</b>	<b>111,6</b>	<b>3 872</b>	<b>211 054</b>	
Afrique	964,0	30 323	817 577	4,7

SOURCE: Freedom House, in *Perspectives économiques africaines*, OCDE/BAD, 2008.

La démocratie touche un habitant sur neuf, sur 13 % de la superficie du continent, au même rythme de croissance que tous les autres pays. Et si ce dixième de l'Afrique produit le quart de la richesse du continent, ce n'est que parce qu'à elle seule l'Afrique du Sud en produit 22 %. On ne trouvera pas dans le passé de corrélation démocratie/croissance et, pour maintenir la statistique qui donne un avantage de richesse à l'Afrique libre, il est vital que l'Afrique du Sud reste une démocratie à l'occasion de ses élections risquées de 2009 où une évolution populiste n'est pas tout à fait exclue, tandis que les manifestations de rejet des populations africaines ont à nouveau envahi la scène publique en 2008.

Suivant immédiatement les neuf démocraties, une seconde catégorie, celle des « pays partiellement libres », donne quelque espoir. Aucun n'a été déchu de la liste précédente; ils sortent ou de la dictature ou de la guerre civile. Ils respectent certains droits politiques et certaines libertés publiques. Ils sont au nombre de vingt-deux et ainsi ce n'est plus qu'une minorité de pays qui s'inscrivent dans la liste des « pays non libres ». Ces pays « partiellement libres », qui sont pour certains en voie de progrès rapide, notamment pour ceux qui sont revenus à la paix civile, sont dans l'anti-chambre de la démocratie et en croissance économique vigoureuse

175

*Pays « partiellement libres »*

	<i>Croissance du PIB (1999-2007, en %)</i>		<i>Croissance du PIB (1999-2007, en %)</i>
Burkina Faso	5,6	Madagascar	3,8
Burundi	2,0	Malawi	3,1
Centrafrique	1,0	Maroc	4,1
Comores	2,2	Mauritanie	4,7
Djibouti	3,0	Mozambique	7,7
Éthiopie	5,8	Niger	3,9
Gabon	0,5	Nigeria	4,9
Gambie	5,8	Ouganda	5,8
Guinée-Bissau	2,0	Sierra Leone	8,9

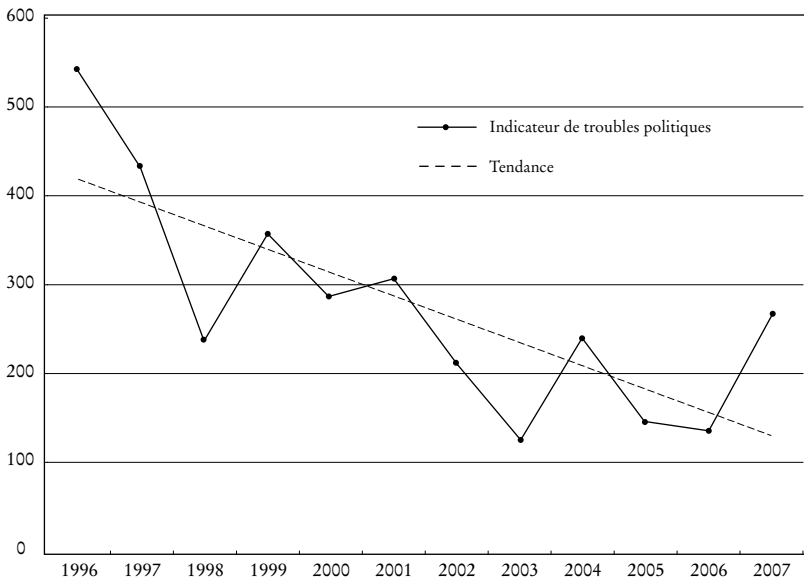
SOURCES: Freedom House, in *Perspectives économiques africaines*, OCDE/BAD, 2008.

Légèrement supérieure à la moyenne du continent, leur croissance est d'autant plus significative qu'ils sont très peuplés, rassemblant cinq cents millions d'habitants. On ne saurait dire si la démocratie devient

vraiment majoritaire, mais on sait déjà dire que la dictature est devenue démographiquement minoritaire.

On pourrait contester les critères utilisés par Freedom House, ou leur dénier leur caractère objectif, mais il reste que son classement est publié chaque année dans *Perspectives économiques africaines*, livraison annuelle d'analyses économiques et de statistiques qui font autorité, sous la double signature multilatérale de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et de la Banque africaine de développement (BAD), une organisation dont tous les États africains sont membres. Fragilité, là encore, des situations internes : pour priver cette catégorie de la moitié de ses effectifs, il suffirait que les troubles civils dans les trois pays les plus peuplés – Nigeria, Éthiopie, Ouganda – les fassent basculer dans l'état d'urgence. À l'inverse, il n'est pas impossible qu'ils soient rejoints dans la pratique partielle de la démocratie par des pays comme l'Algérie, le Togo, voire la Tunisie ou même le Zimbabwe, où l'opposition démocratique, victorieuse des élections générales et du premier tour de l'élection présidentielle, est peut-être en 2009 aux portes du pouvoir.

### *Troubles politiques dans vingt-cinq pays*



SOURCE: « A Politico-Economic Model for Stabilization in Africa », *Journal of African Economies*, 1994.



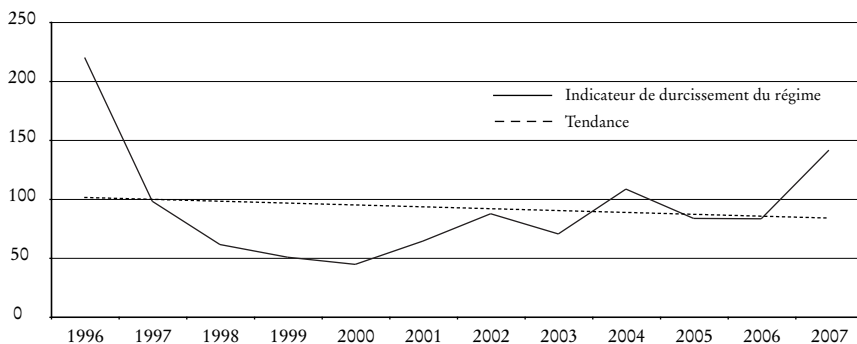
De ces trente et un pays, seuls, il y a dix ans, huit d'entre eux auraient sans doute été qualifiés : l'Afrique du Sud, le Bénin, le Cap-Vert, le Lesotho, le Mali, Maurice, la Namibie et le Sénégal.

Dans le même temps, l'OCDE et la BAD ont mesuré un indicateur synthétique de troubles politiques à partir de l'analyse des grèves, des nombres de victimes de troubles civils, des manifestations et des tentatives de coups d'État, sur un échantillon de vingt-cinq pays, d'après la méthode de Sébastien Dessus, Jean-Dominique Lafay et Christian Morrison. On y lit – jusqu'en 2006 – une tendance claire.

Même constat sur l'assouplissement ou le durcissement des régimes politiques : on mesure cette fois l'état d'urgence, la libération ou l'incarcération de prisonniers politiques, les libertés de coalition et de la presse, les violences policières, etc. Même si on conteste certaines pondérations, la tendance à l'assouplissement est indiscutable.

177

### *Durcissement des régimes politiques de vingt-cinq pays*



SOURCE : « A Politico-Economic Model for Stabilization in Africa », *Journal of African Economies*, 1994.

Toutefois l'indice de liberté de Freedom House comme les deux indicateurs politiques OCDE/BAD montrent tous les trois, en 2007, un arrêt des progrès et une résurgence des troubles et des privations de liberté. 2008, marquée par les événements postélectorales du Kenya, les pogroms sud-africains, les événements du Kivu, la dissidence des bouches du Niger, la reprise de la rébellion touarègue au Sahel, le terrorisme en Algérie, les émeutes de la faim..., confirmera, sinon un recul de la démocratie, du moins une rechute des troubles civils et un durcissement des régimes.

Il n'y a aucun doute sur l'affirmation de la démocratie en Afrique, mais il n'y a aucun doute non plus sur sa fragilité, certes dans les pays en transition, mais aussi en 2008 dans quatre des pays les plus anciennement libres : l'Afrique du Sud, le Mali, Maurice et le Sénégal (« aggravation » des tensions définie par Freedom House et rébellion touarègue pour le Mali).

178 Ce n'est pas un essoufflement de la croissance qui aurait mis en danger la société mais plutôt un emballement. La relation de la croissance à l'amélioration de la pratique politique n'est pas univoque. Un taux de croissance élevé et supérieur à la croissance démographique facilite certes la redistribution des revenus et la création d'emplois, néanmoins ce n'est vrai que si les inégalités ne progressent pas ; or la recrudescence des troubles civils montre que la décennie de forte expansion, aux limites de la surchauffe, a plutôt favorisé l'anomie sociale. On l'observe empiriquement à travers la hausse de la criminalité et de la délinquance, comme dans les progrès de la toxicomanie. L'urbanisation progresse, comme c'est usuel, à un rythme double de la croissance démographique, et souvent à un rythme plus élevé dans les grandes agglomérations capitales. L'exode rural et le déracinement ne sont probablement plus strictement explicables par l'incapacité des campagnes à nourrir les populations rurales et l'urbanisation apparaît de plus en plus comme la conséquence des gains de productivité agricole. Cependant, qu'elle soit le fruit de l'efficacité économique plutôt que l'exécutoire de la misère, il reste qu'elle désarticule les sociétés traditionnelles et les solidarités classiques, et fait cohabiter des groupes sociaux culturellement très différenciés et économiquement très inégaux, hors des mécanismes séculaires du contrôle social. Sous-employées ou laborieuses, des « classes dangereuses » se rapprochent du pouvoir et de la richesse des classes moyennes et des « élites urbaines ». Aimantées par la croissance, elles cernent désormais dans leurs bidonvilles toutes les grandes agglomérations.

L'année 2008 aura aussi montré combien l'expansion, qui ne se fait jamais par des croissances homogènes dans tous les secteurs, aura été violente et brutale du fait d'une déformation sans précédent des systèmes de prix relatifs. Le premier semestre 2008 aura marqué le sommet des hausses de prix des produits alimentaires au cours de la décennie : les céréales, les corps gras et les protéines animales – bases de l'alimentation humaine – auront vu leur valeur doubler en deux ans, suivant des prix mondiaux poussés à la hausse par la demande des grands marchés émergents et par des accidents climatiques. Pour les classes populaires

urbaines africaines, il en est résulté une perte de pouvoir d'achat exceptionnellement rapide et inattendue – aggravée des hausses du carburant et des matériaux de construction pour les classes moyennes. Dans certains cas, et malgré des ajustements très réactifs des politiques économiques, par les subventions et la fiscalité, des familles ont perdu le quart de leur pouvoir d'achat. Ceci, au voisinage du seuil de pauvreté en milieu urbain, a provoqué des violences civiles soit contre le pouvoir, soit contre les commerçants (« les affameurs »), soit contre les migrants. Dans le même temps, ces prix agricoles qui sont une dépense en milieu urbain sont un revenu en milieu rural. La hausse du prix relatif des subsistances plus rapide que celle des intrants a donc enrichi les campagnes ; mais elle ne l'a pas fait dans la même proportion qu'elle appauvissait les villes, car les intermédiaires, titulaires de rentes d'importation, de commercialisation ou de transports, dans une Afrique presque entièrement dépourvue de droit et de pratique de la concurrence, ont capté une partie significative des surplus agricoles.

179

Et puis il y a eu un second semestre 2008 marqué par la baisse la plus rapide des prix de matières premières jamais observée historiquement. Le balancier très destructeur des prix a fonctionné dans l'autre sens : renvoyant à la pauvreté les producteurs, malgré leurs récoltes records, et restaurant une partie du pouvoir d'achat des villes – au prix d'un retard de quelques trimestres provoqué par les intermédiaires. Double résultat : inégalités renforcées au bénéfice des agents capables de profiter des distorsions de concurrence, et opposition brutale entre villes et campagnes, là où les solidarités ont été détruites par l'exode, c'est-à-dire dans les économies les plus avancées et les sociétés les plus « modernes ».

De cette *annus horribilis*, il ne faudrait pas conclure que trop de croissance tue la démocratie, mais sûrement que l'expansion, pour pouvoir se soutenir à des taux élevés, demande des progrès institutionnels qui évitent les affrontements entre groupes sociaux : cela s'appelle des politiques des revenus et un droit de la concurrence et de la consommation. Cela s'appelle des protections sociales. L'Afrique n'échappe plus à une difficile équation politique de la croissance, que l'on a plus pour habitude d'évoquer pour la Chine et pour l'Inde : il y a des troubles associés à une croissance trop faible pour faire tenir le pacte social et consolider l'unité des pays, mais il y a aussi des troubles associés à une croissance trop rapide pour ne pas exacerber les inégalités, maximiser les rentes et détruire la cohésion sociale ou ethnique. Là, dans le futur, gît une bonne raison fonctionnelle d'approfondir la démocratie en Afrique : celle de desserrer, à l'aide des normes de droit, les goulets d'étranglement de la croissance.

R É S U M É

---

*On pourrait paraphraser Cocteau sur l'amour et affirmer qu'il n'y a pas de démocratie, mais seulement, en Afrique, des preuves de démocratie. Mais elles sont de plus en plus nombreuses et les formes nouvelles de l'économie, plus informationnelles, plus intégrées aux échanges mondiaux, plus dépendantes de politiques économiques et fiscales sophistiquées, exigent l'élargissement de la norme de droit, la professionnalisation du politique, l'ouverture aux diasporas, la sanction des gestionnaires publics, la prééminence des actions de lutte contre les inégalités. Il n'est donc pas exclu qu'on entre en 2009 dans une période où la démocratie deviendra l'un des facteurs incontournables de production du développement économique africain.*